

**Consultation publique n°2020-017 du 8 octobre 2020 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE 6 HTA-BT)**

Question 22 : Régulation incitative pour la qualité de transmission des données

Nous soutenons totalement le principe d'introduction, dans le TURPE 6, d'un cadre incitatif de l'amélioration de la transmission des données de consommation, et notamment celles du marché d'affaires pour lequel ces données présentent une grande importance (optimisation des sites, analyse de dérives, effacements, etc).

En effet, nous déplorons depuis plusieurs années que le basculement de la télérelève des compteurs, des technologies GSM et RTC vers la technologie IP (internet protocol), se soit traduit par une perte de complétude et donc de qualité des données (données de consommation active et réactive, index, etc). Les actions de progrès mises en œuvre par Enedis n'ont pas, pour le moment, permis de rétablir le même niveau de qualité qu'antérieurement.

A cet égard, l'objectif de 83% de complétude proposé pour 2021 (et ipso facto l'objectif de 90% proposé pour 2024) nous semble davantage correspondre au niveau de performance actuel d'Enedis et non à un objectif de progrès. Or, les cadres de régulation incitative du TURPE ont pour finalité de faire progresser Enedis. Cet objectif devrait donc être relevé.

Nous soutenons la contribution technique de l'association **Luciole** sur ce sujet, car elle regroupe les acteurs compétents, qui interviennent sur le marché d'affaires.

Question 35 : Etes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTA et BT ?

Nous ne sommes **pas favorables** en l'état aux grilles proposées pour les parts fixes et variables de la composante de soutirage du TURPE.

En effet, les sites de consommation tertiaires, de type immeubles de bureaux, subiront un impact sur leur facture d'acheminement qui va bien au-delà, dans de nombreux cas, des +4% annoncés par la CRE en page 92 du document de consultation (impact hors effet niveau, segment moyen, HTA).

Nous avons réalisé des simulations sur des courbes de charge de tels sites, en intégrant l'ensemble des nouvelles conditions du TURPE 6 en structure (hors effet niveau) telles que présentées par la CRE en annexe 8 du document, ainsi que la nouvelle composante mensuelle des dépassements de puissance souscrite.

Nous avons ensuite examiné l'impact sur la facture d'acheminement, CTA incluse. En effet, la CTA est actuellement assise sur la part fixe du TURPE et constitue pour les consommateurs un tout avec l'acheminement.

Tant les simulations (en conservant les conditions antérieures de souscription de puissance) que les optimisations selon les règles du TURPE 6 montrent, sur des profils tertiaires en HTA, des impacts quasiment toujours supérieurs à 4%, souvent à 10%, parfois à 15% voire à 20%.

Rappelons que ce type de profil de consommation se caractérise par une consommation élevée en heures de pointe et heures pleines, qui sont les heures d'occupation des bureaux, et très souvent par des appels de puissance plus élevés en hiver qu'en été (même en tenant compte de la climatisation des bureaux).

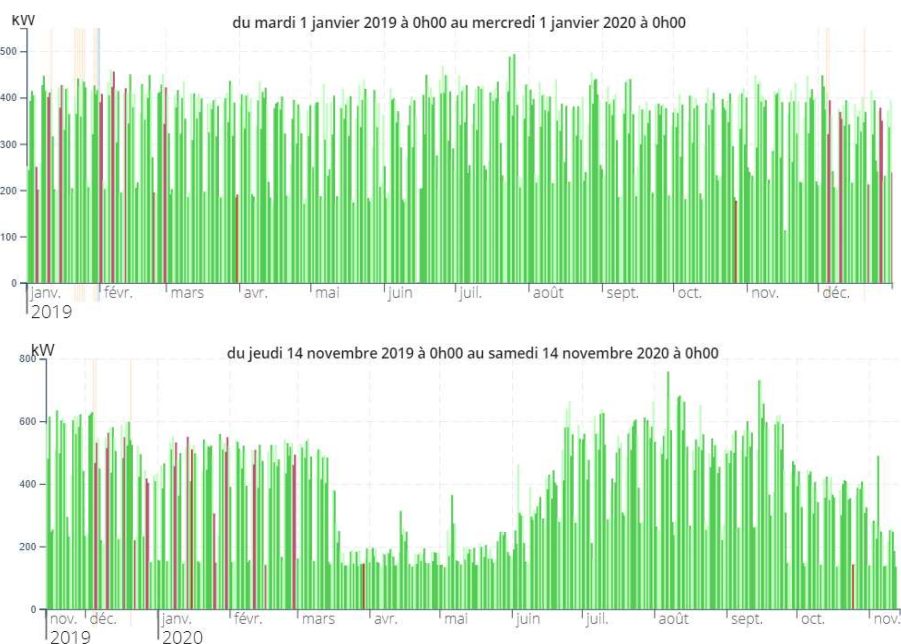
Dès lors, il n'est pas surprenant que la nouvelle grille proposée conduise à de telles hausses, car les baisses des coefficients variables, censées compenser les hausses des coefficients fixes, ne concernent que la période d'été (*en hiver, les coefficients variables augmentent en option Courte Utilisation et ne baissent que symboliquement en option Longue Utilisation*).

La CRE avait déjà identifié le désavantage pour le secteur tertiaire vis-à-vis du secteur industriel dans la consultation sur la version précédente de la grille tarifaire (mars 2020, page 27/43).

Nous pensons donc que la proposition de la CRE pose deux problèmes distincts : le diagnostic, la pertinence.

Concernant le diagnostic, nous invitons la CRE à mettre en place les modalités d'un diagnostic d'impact partagé avec les consommateurs concernés ou leurs fédérations. En effet, face à de telles hausses potentielles (qui excèdent les hausses annuelles coutumières), il est nécessaire de définir un cadre commun d'analyse de l'impact. Par exemple, l'inclusion de la CTA, la période à prendre en compte (année 2019 ou douze derniers mois, avec l'impact de la crise sanitaire).

A titre d'illustration, le premier profil réel ci-dessous subit une hausse de 8,3% de TURPE 5 à TURPE 6 calculée sur les douze derniers mois et de 10,8% calculée sur l'année calendaire 2019. Le second profil, au contraire, connaît une hausse de 11,6% calculée sur l'année calendaire 2019 et de 17% sur les douze derniers mois.



Il conviendrait également de réfléchir au découpage de la population des consommateurs, car le découpage en 5 classes de durée d'utilisation retenu par la CRE ne reflète pas le découpage des acteurs économiques. Ainsi, les immeubles de bureaux raccordés en HTA ne sont sans doute que quelques milliers des 57000 utilisateurs HTA des segments très court, court et moyen, mais leur poids économique ne saurait être négligé par la CRE.

Une fois revu le diagnostic de l'impact réel de la nouvelle grille tarifaire (TURPE et CTA) et confirmé qu'il peut largement dépasser, pour de nombreux consommateurs, les +4% annoncés (sans compter l'effet niveau annoncé à +2%), il convient de se demander si un tel signal-prix est pertinent.

En effet, la nouvelle grille tarifaire entend pousser les consommateurs à modifier leur comportement électrique dans un sens plus favorable au réseau public d'électricité. Le signal-prix n'a de sens que si le consommateur est en mesure de modifier son comportement avant d'être excessivement pénalisé par les nouvelles conditions tarifaires.

Or, il est impensable que les consommateurs tertiaires modifient de manière rapide et significative leur comportement électrique pour éviter de subir les conséquences importantes des surcoûts du TURPE 6. Ce sont avant tout les besoins des occupants (occupation, confort, qualité de l'air intérieur) qui dictent les besoins de puissance électrique. Pour d'autres raisons, de nombreux consommateurs industriels sont sans doute dans une même situation.

Pour cette raison et pour atténuer l'impact du TURPE 6 sur ces consommateurs, nous plaçons pour une nouvelle révision de la grille tarifaire, ou pour une mise en œuvre du changement de structure non pas en une seule fois en août 2021, mais étalée sur toute la période.

Si, en revanche, la grille tarifaire du TURPE 6 est moins un signal-prix qu'un moyen de répercuter à chaque consommateur son poids réel dans les coûts du réseau électrique, il conviendrait de tenir un discours transparent envers les consommateurs qui subiront une hausse très élevée.